



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques techniques  
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE  
Téléphone : 04 88 17 88 84  
Télécopie : 04 88 17 88 99  
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE**

du **28 FEV 2017**

**modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du  
19 février 1996 modifié, autorisant la société WAVIN à  
exploiter une usine de fabrication de tuyaux PVC  
en ZI du Fournalet à Sorgues**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles R.512-31 et R.512-33,

**VU** le décret du 11 février 2015, publié au Journal Officiel de la République Française le 13 février 2015, portant nomination de Monsieur Bernard GONZALEZ, en qualité de Préfet de Vaucluse,

**VU** l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 modifié fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 février 1996, autorisant la société WAVIN à exploiter une usine de fabrication de tuyaux PVC en ZI du Fournalet à Sorgues,

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 août 2002, autorisant l'extension des installations de la société WAVIN en ZI du Fournalet à Sorgues,

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 septembre 2003,

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013158-0004 du 7 juin 2013 modifiant le tableau de la nomenclature des ICPE visé à l'article Ier de l'arrêté préfectoral du 19 février 1996,

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2016, donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

**VU** la demande de modification des conditions d'exploiter adressée par la société WAVIN par courrier du 6 octobre 2016, complétée par courriel du 4 novembre 2016 ;

**VU** le rapport de l'Inspection des installations classées du 17 novembre 2016 ,

**VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 15 décembre 2016,

**CONSIDERANT** la demande formulée par la société WAVIN de déplacer une zone de stockage de tubes PVC ;

**CONSIDERANT** que le dossier présenté par la société WAVIN en appui de sa demande, est suffisamment développé au regard des enjeux environnementaux que présente la modification sollicitée ;

**CONSIDÉRANT** que la modification sollicitée par la société WAVIN ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement,

**SUR** proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations,

## **ARRETE**

### **Article 1**

Les dispositions de l'article 10.13 sont complétées comme suit :

Le stockage de tubes PVC avant expédition est autorisé sur le Parc Nord. Ce dernier est disposé, aménagé et exploité conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier accompagnant la demande de modification des conditions d'exploiter adressée par la société WAVIN par courrier du 6 octobre 2016.

En particulier :

- Le stockage est organisé en deux îlots séparés l'un de l'autre par une distance d'au moins 10 mètres.
- Les zones de stockage sont matérialisées au sol.
- Le stockage de matériaux combustibles est interdit à proximité des îlots de stockage.
- Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie sont dirigées vers un bassin de confinement d'un volume au moins égal à 280 m³.
- L'exploitant assure une surveillance du parc pendant et en dehors des horaires de production.

## **Article 2**

Une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Sorgues et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie. Un procès verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à Monsieur le préfet de Vaucluse – Services de l'État en Vaucluse - Direction départementale de la protection des populations – 84905 AVIGNON CEDEX 9. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de Vaucluse pour une durée identique.

Le même extrait est affiché en permanence dans l'établissement, par le pétitionnaire.

Un avis au public est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

## **Article 3**

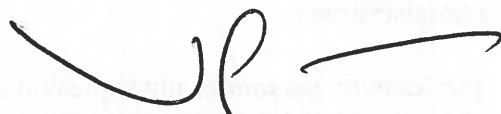
Recours peut être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

## **Article 4**

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Sorgues, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 28 FEV 2017

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



Thierry DEMARET

## **ANNEXE – DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

### **Article L514-6 Modifié par ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 9**

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Par exception, la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent être déférées à la juridiction administrative.

I bis.-Les décisions concernant les installations de production d'énergie d'origine renouvelable peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de quatre mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre mois à compter de la publication desdits actes.

II.-supprimé

III.-Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 112-2 du code de l'urbanisme.

### **Article R514-3-1 Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2**

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.